

Scolarisation des filles : maintenir le cap

Depuis 2005, de réels progrès sont constatés dans le monde entier sur la voie de l'éducation pour tous, et notamment de la scolarisation des filles. Mais les efforts doivent se poursuivre pour éviter que des millions d'enfants ne restent à l'écart. *Analyse.*



En 2015, quelque 56 millions d'enfants, dont une majorité de filles, risquent de rester privés d'école primaire, contre 72 millions aujourd'hui. Tel est le constat de la conférence mondiale « Éducation pour l'égalité des sexes : engagement pour l'équité », qui s'est déroulée à Dakar en mai dernier. La conférence était organisée à l'occasion du dixième anniversaire du partenariat mondial de l'Ungei (Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles).

Une réduction des écarts entre filles et garçons

Les participants ont noté de réelles avancées. En dix ans, les écarts entre les sexes se sont nettement réduits. Au début du 21^e siècle, selon les chiffres de l'Unicef, seules 50 à 60 % des filles en âge d'aller

à l'école primaire étaient scolarisées en Afrique subsaharienne et 70 % en Asie du Sud. Aujourd'hui, en Afrique subsaharienne, le taux des inscriptions est cinq fois plus élevé que dans les années 1990. En Asie du Sud et de l'Ouest, le nombre d'enfants non scolarisés a été divisé par deux, notamment grâce à des mesures encourageant l'intégration des filles au système éducatif.

« Les engagements pris lors de la première conférence de Dakar en 2000 par 160 pays ont été suivis d'effet, confirme Nicole Bella, analyste à l'Unesco et co-rédactrice du rapport mondial annuel de suivi sur l'Éducation pour tous. Dans le monde, le taux de scolarisation est passé en dix ans de 92 filles pour 100 garçons à 96 pour 100. Certains pays d'Afrique ont supprimé les frais de scolarité, qui étaient un frein

important chez les plus pauvres à la scolarisation des filles, jugée moins "prioritaire" que celle des garçons. »

Cependant, les disparités entre les sexes restent ancrées dans certaines régions du monde. « Nous assistons même à un léger recul dans l'enseignement secondaire en Afrique subsaharienne, où les efforts ont visiblement été concentrés sur le primaire », note Nicole Bella. Pauvreté, situation des minorités ethniques, différences linguistiques, insuffisance des infrastructures d'éducation en milieu rural sont autant de facteurs qui jouent un rôle dans le taux de scolarisation, et particulièrement celui des filles.

Un facteur de changements pour l'économie du pays

Or, les enjeux de l'éducation pour tous sont considérables. Toutes les études montrent que les filles instruites deviennent des acteurs de changements importants pour leur famille, l'économie du pays et la société. Offrir aux filles une éducation de qualité permet de combattre la pauvreté, de lutter contre les maladies et de contribuer à la croissance économique.

En effet, les femmes instruites se marient plus tard et ont en moyenne moins d'enfants. De plus, elles savent mieux les protéger contre les aléas de la vie, savent anticiper et prendre les bonnes décisions, vaccinent davantage leurs enfants, se protègent davantage contre le VIH...

Actuellement, les deux tiers des 781 millions d'adultes analphabètes du monde sont des femmes.

Est-il encore possible d'atteindre l'objectif principal du projet « Éducation pour tous », qui est de parvenir à l'enseignement primaire universel d'ici à 2015 ? Pour cela, selon l'Unesco, l'ensemble des donateurs (États, collectivités, particuliers...) devra combler un déficit de financement estimé à 16 milliards de dollars par an. ●

Mali : agir pour la parité

C'est en Afrique subsaharienne que l'inégalité d'accès à l'éducation reste la plus forte. SOS Villages d'Enfants mène un travail de longue haleine pour y faire face.

L'une des missions essentielles de SOS Villages d'Enfants est de favoriser l'accès à une éducation de qualité, notamment par la construction d'écoles, de structures de formation et de jardins d'enfants, mais aussi en travaillant au changement des mentalités, dans les sociétés où la scolarisation des filles est moins valorisée que celle des garçons.

Le poids des coutumes

Ainsi, au Mali, les filles ne représentent encore que 44 % des enfants scolarisés. « Les familles pauvres, pour limiter leurs charges, auront tendance à ne scolariser que les garçons. Ceux-ci travaillent dans les champs pendant la saison des pluies, c'est-à-dire pendant les vacances scolaires. Ce n'est donc pas un frein à leur scolarisation, alors que les filles peuvent aider à la maison pendant toute l'année », explique Ibrahima Bane, directeur général de SOS Villages d'Enfants Mali.

Le poids des coutumes reste

fort. Beaucoup pensent que la place de la femme est au foyer. Le mariage est souvent précoce – l'âge légal, pour les jeunes filles, est de 16 ans au Mali. Dès lors, pourquoi inscrire sa fille à l'école, puisque de toute façon elle devra se marier vers 16 ans ?

De plus, une obligation légale de scolarisation de tous les enfants en âge d'aller à l'école se heurterait à un déficit d'offre scolaire : dans certaines régions, le manque d'infrastructures d'éducation est un réel problème.

La parité dans trois ans

Pour y remédier, SOS Villages d'Enfants pratique depuis 2005 une sorte de discrimination positive. Les trois écoles de SOS Villages d'Enfants Mali, à Sanankoroba, Mopti et Kita, accueillent aujourd'hui 1 948 élèves dont 47,22 % de filles. « Grâce à notre action, nous arriverons à la parité dans trois ans, estime Ibrahima Bane. En effet, dans les petites classes, nous avons souvent 51 % de filles pour



49 % de garçons. Nous demandons à nos directrices de jardins d'enfants SOS d'inscrire tous les enfants, filles et garçons, dans nos écoles primaires SOS. Nous sommes convaincus que si l'inscription de ces enfants était laissée aux seuls parents, quelques filles seraient exclues du processus. »

Pour les familles, l'inscription des enfants dans les écoles SOS ne constitue pas une charge : elles sont en effet déchargées du paiement des fournitures et même du repas de midi, le repas à la cantine étant offert.

« En amont, nous travaillons aussi à sensibiliser les parents et la communauté pour que cessent les mariages précoces des jeunes filles et toutes les autres pratiques qui nuisent à leur scolarisation. Enfin, nous cherchons aussi à valoriser l'image des jeunes filles, en développant leur participation aux activités sportives et culturelles, en les choisissant comme responsables de classes : traditionnellement, toutes ces activités étaient plutôt réservées aux garçons », précise Ibrahima Bane. ●



• Grâce à l'action de SOS Villages d'Enfants, la parité sera atteinte dans trois ans dans les écoles SOS du Mali. •

La crise, une menace pour la scolarisation

La crise financière mondiale va-t-elle remettre en cause les progrès réalisés dans les pays les plus pauvres de la planète ? Le rapport mondial 2010 de suivi sur l'Éducation pour tous tire la sonnette d'alarme.

« La crise est encore trop récente pour que nous puissions en mesurer toutes les conséquences, souligne Nicole Bella. Celles-ci ne toucheront pas que les pays pauvres : aux États-Unis, certains parents n'ont plus les moyens d'envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles, qui sont privées... D'une manière générale, la baisse des dépenses publiques ou la hausse du prix des denrées alimentaires a toujours un effet négatif sur la scolarisation, comme nous l'avons constaté il y a quelques années en Argentine ou en Extrême-Orient. Et lorsque les parents doivent faire des choix, c'est presque toujours l'éducation des filles qui est moins valorisée. » •